

Face à la xénophobie et la politique du pilori : Liberté, égalité, fraternité !

Rassemblement d'Ajaccio
Le 04 septembre 2010

Sciemment, c'est au cœur de l'été, dans un contexte peu favorable à la mobilisation que Nicolas Sarkozy a fait des déclarations intolérables au regard des droits de l'Homme, qui sont inscrits dans la constitution de la république française, et dont il est pourtant le garant en tant que président de la république.

C'est à Grenoble, ville pour l'occasion totalement isolée par les forces de l'ordre, nous avons vécu cette situation à Ajaccio lors d'un conseil des ministres, que Nicolas Sarkozy a déclaré la guerre, ce sont ses mots, aux étrangers, aux roms, aux pauvres.

Pour détourner l'attention des scandales, des injustices et des conflits sociaux à venir, il a livré à la vindicte des parties entières de la population.

Reprenant une fois de plus le programme du front national, il a annoncé des contre réformes législatives sur la déchéance nationale qui remettent en cause « l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race ou de religion »

Il a appelé à une véritable croisade contre les roms, n'hésitant pas à affirmer que le recours à des expulsions collectives, le tri lors d'opérations de police, entre les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre, le saccage des campements, étaient ni plus ni moins la loi.

Mais de quel régime nous parle t-il !

Allant au-delà de ce que dit l'extrême droite, Il a projeté une autre loi sur la culpabilité familiale en voulant punir les parents d'enfants délinquants.

L'été 2010 aura été dévastateur pour des catégories entières de population : roms raflés, gens du voyage montrés du doigt, étrangers assimilés à la délinquance, mendiants à expulser et futurs dénaturisés d'origine variée, immigrés « coûteux et non assimilés »...

Cessons cette escroquerie intellectuelle qui présente ceux et celles que la politique du gouvernement actuel révulse comme des complices de l'insécurité. **Ce n'est pas assurer la sécurité et la tranquillité publiques que de clouer au pilori ceux qui sont enlisés dans le désordre d'une vie sans avenir.**

La responsabilité individuelle et celle du désordre social qui produit cette déshérence ne sont nullement exclusives l'une de l'autre.

Les créances inaliénables que chacun détient sur la collectivité s'accompagnent toujours de la nécessité du respect des lois.

Mais comment ne pas constater que l'accumulation des lois sécuritaires et les déclarations de « guerre », loin d'améliorer la sûreté, ont produit toujours plus d'insécurité et de violences ?

Le gouvernement ne cesse de créer ainsi les conditions de la peur : non seulement chez ceux que l'on traque mais aussi chez ceux et celles qui, fragilisés par une crise multiforme, se sentent assiégés par des groupes ethniques ou sociaux, désignés comme dangereux dont l'expulsion ou l'exclusion serait, contre toute vérité, la seule solution.

Peur contre peur.

A quelques jours d'une autre grande manifestation, le président de la république espère visiblement en tirer profit, sans se soucier un instant des replis identitaires profonds provoqués, des atteintes à la cohésion sociale et des risques qu'il fait prendre à la paix civile.

C'est espérer que le vieux réflexe d'ordre balaiera toute alternative même si cela doit coûter à des hommes, des femmes et à leurs enfants, leur dignité et leur liberté.

Même si cela doit coûter à la France sa crédibilité internationale, même si, en dernier ressort, c'est le fonctionnement de la démocratie qui est en jeu.

Tout cela prétendument au nom d'une nécessaire sécurité publique dont le gouvernement s'est fait un chantre d'autant plus vindicatif qu'il échoue à la maintenir.

Ce sont ces enjeux qui nous rassemblent à Ajaccio et à Porto-Vecchio, mais aussi dans 138 villes de France et dans plusieurs capitales européennes devant les ambassades de France, autour de l'appel « face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité »

Nous savons bien que nous ne portons pas tous le même regard sur les rapports entre la Corse et la république.

Nous avons échangé fraternellement autour de cette question important lors de la réunion de préparation aux rassemblements d'aujourd'hui.

Au-delà de la diversité d'opinions parmi nous tous qui avons signé l'appel unitaire pour ce rassemblement, diversité que je ne prétends pas résumer ici, nous partageons tous les mêmes certitudes et les mêmes inquiétudes : aujourd'hui, comme hier ou avant hier, lorsque les termes du débat politique font des étrangers et de ceux que l'on y assimile les responsables de nos craintes, **lorsque le prétexte de l'ordre public n'est plus qu'un alibi d'un ordre injuste, c'est l'esprit et la lettre des principes qui fondent la république et la démocratie qui sont en péril.**

D'autres se sont exprimés au travers d'appels spécifiques.

Ils sont parmi nous et nous nous en félicitons.

Les signataires de l'appel unitaire sont conscients que la devise « liberté, égalité, fraternité » est un enjeu permanent, qu'elle a été bafoué plus d'une fois dans l'histoire.

Nous sommes conscients des atteintes portés aux libertés au travers de la politique sécuritaire de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement, 1^{er} ministre inclus.

Une politique qui vise à instaurer une société de surveillance, à coups de fichiers, de caméras et de délation ; qui ne jure que par la punition et la prison au détriment de la prévention et de la réinsertion ; avec toujours plus de pouvoir de police au détriment de l'indépendance de la justice, toujours plus de stigmatisation collective en remplacement de l'individualisation des peines.

Nous sommes conscients des atteintes portées à l'égalité.

Nous sommes bien placés nous qui ne cessons de dénoncer la justice d'exception, ce rejeton des tribunaux militaires, parce qu'elle institutionnalise des atteintes au principe d'égalité devant la loi et devant le juge.

En Corse, nous sommes bien placés pour parler de stigmatisation et de culpabilité collective.

Les atteintes à l'égalité ce sont aussi ces contre réformes sociales du gouvernement qui consistent à donner toujours plus aux plus nantis et toujours moins à de plus en plus de citoyens.

Enfin, nous sommes conscients des atteintes portées à la fraternité synonyme de solidarités comme par exemple, la volonté gouvernementale de remettre en cause le système de retraite par répartition, fondé sur la solidarité entre générations, au profit d'un système par capitalisation, fait d'assurances individuelles que seuls pourront se payer celles et ceux qui en ont les moyens.

Il y a un lien évident entre les mobilisations contre la xénophobie et celle pour l'avenir de nos retraites.

Il y a un lien entre l'égalité en droit et en dignité, la fraternité et la solidarité.

Je vous invite à réitérer votre présence dans la rue mardi prochain, mardi 07 septembre à l'appel des organisations syndicales.

Pour la liberté, l'égalité, la fraternité, nous partageons tous les mêmes incertitudes et les mêmes inquiétudes : aujourd'hui comme hier ou avant hier, nous savons que ce sont les citoyens, leur vigilance, leur capacité à intervenir qui garantissent les droits de l'Homme et les solidarités, et qui font en sorte que ces principes trouvent leur traduction au sein des sociétés humaines, au plus près de celles et ceux qui en sont toujours les premiers exclus, les étrangers, les jeunes et les femmes.

Oui, aujourd'hui, ce qui rassemble est plus fort que ce qui nous distingue.

Face à la xénophobie et à la politique du pilori, notre conscience nous interdit de nous taire et laisser faire.

André PACCOU
Membre du Comité central
Ligue des droits de l'Homme

